

Cote du document: REPL.IX/2/INF.2/Rev.1
Date: 7 juillet 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Synthèse du président de la Consultation

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Gary Howe

Chef du secrétariat de la reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2262
courriel: g.howe@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Consultation sur la neuvième reconstitution
des ressources du FIDA — Deuxième session
Rome, 13-14 juin 2011

Pour: **Information**

Synthèse du président de la Consultation

1. Les membres de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), la direction et le personnel du FIDA, ainsi que des observateurs, se sont réunis à Rome (Italie) les 13 et 14 juin 2011 pour la deuxième session de la Consultation sur FIDA9. Ils ont examiné les documents suivants, qui ont été préparés par la direction du Fonds: Vision stratégique du FIDA à l'horizon 2015; Modèle opérationnel du FIDA pour la neuvième reconstitution des ressources; Programme de prêts et dons pour la neuvième reconstitution des ressources du FIDA; Besoins et modalités de financement pour la neuvième reconstitution des ressources du FIDA; et Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA. Le Président du FIDA a souhaité la bienvenue aux participants, a remercié les membres de leur soutien constant et s'est dit confiant dans le succès du processus de consultation.
2. Les membres ont félicité la direction pour la qualité et la concision des documents, qui ont été présentés en temps voulu à la Consultation. Ils ont fortement insisté sur l'importance des investissements en faveur de la sécurité alimentaire et sur le rôle essentiel joué à cet égard par le développement de la petite agriculture. Ils se sont pleinement associés aux principaux messages énoncés dans les documents sur la vision stratégique et le modèle opérationnel, et ont bien compris les paramètres qui sous-tendent le cadre financier du FIDA. Il a été convenu que la direction du FIDA présenterait pendant l'intersession un document qui apporterait des éclaircissements sur les questions soulevées par les membres au sujet du document financier.

A. Vision stratégique du FIDA à l'horizon 2015 et modèle opérationnel pour FIDA9

3. Après la présentation des documents sur la vision stratégique et sur le modèle opérationnel par la direction, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a présenté une vue d'ensemble des conclusions tirées des évaluations récentes, au niveau de l'institution et des projets, intitulée "Managing for impact and improved performance since IFAD8" (Gestion axée sur le renforcement de l'impact et l'amélioration de la performance depuis FIDA8). Les observations formulées par les membres sur le document sur la vision stratégique, le document sur le modèle opérationnel et l'exposé d'IOE étant étroitement liées, les résumés des débats y relatifs ont été regroupés.
4. Les membres ont résolument approuvé la vision stratégique et les principes d'action du Fonds qui ont été proposés, reconnaissant le mandat unique du FIDA et son avantage comparatif en tant qu'élément moteur du développement de la petite agriculture, et l'invitant à tenir la distance avec sa politique de ciblage favorable aux pauvres. Entre autres, les membres se sont félicités de la place plus importante accordée à la nutrition, au changement climatique, à la problématique hommes-femmes et aux partenariats. Ils ont aussi communiqué des informations en retour et des suggestions sur un large éventail de thèmes et de questions. La direction du FIDA a indiqué que nombre des questions soulevées portaient sur les engagements pris au titre de FIDA8 et que leur résolution avançait grâce à une série de documents d'orientation examinés avec le Conseil d'administration.
5. La direction du FIDA a assuré de nouveau aux membres que les questions de nutrition seraient traitées parallèlement au programme de sécurité alimentaire, en s'appuyant sur une collaboration renforcée avec, entre autres, le réseau du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), en vue de promouvoir et d'exploiter les avancées technologiques en matière de nutrition. Les membres ont constaté que la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique, récemment mise au point, était une étape importante dans l'amélioration de la

performance du FIDA, et ils ont appelé l'attention sur son intégration effective dans toutes les opérations nouvelles ou en cours. S'agissant de l'amélioration de la performance concernant la problématique hommes-femmes, les membres ont pris note de l'évaluation menée récemment par IOE au niveau de l'institution, au sujet de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes, ainsi que des travaux entrepris actuellement par la direction du FIDA pour élaborer une politique et une stratégie nouvelles en faveur de l'égalité entre les sexes, qui sera présentée au Conseil d'administration en 2011, dans le cadre des engagements pris au titre de FIDA8.

6. Les membres ont souligné combien il est important pour le FIDA d'élargir et d'approfondir sa collaboration avec les partenaires concernés – en particulier avec les parties prenantes au niveau national – afin de renforcer les capacités et l'appropriation au niveau local, et de favoriser une collaboration plus étroite avec le secteur privé. Ils ont fait ressortir que les partenariats, associés à un renforcement des activités d'analyse des politiques et de plaidoyer, de gestion des savoirs et d'innovation, sont essentiels pour mettre en œuvre le programme de transposition à plus grande échelle du FIDA. À cet effet, la direction du FIDA s'est engagée à améliorer son aptitude à l'analyse des politiques et à la concertation, ainsi que sa capacité de gestion des savoirs et d'innovation.
7. Les membres ont encouragé la direction du FIDA à poursuivre ses efforts visant à améliorer la collaboration et la coordination avec les partenaires internationaux concernés qui interviennent dans le domaine du développement agricole et rural – notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) – afin de garantir une plus grande synergie dans l'exécution des programmes du Fonds et de ses partenaires, et donc une plus grande efficacité et un large impact en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans cette optique, les membres ont suggéré à la direction du FIDA de passer en revue et d'exposer clairement le rôle que joue le Fonds dans la nouvelle architecture du développement. Ils ont souligné qu'il est nécessaire d'améliorer les indicateurs de performance des partenaires, et prié la direction d'en définir de nouveaux, outre ceux relatifs au cofinancement. La direction du FIDA a confirmé aux membres que ces aspects seraient pris en considération dans la stratégie de partenariat qu'elle est en train d'élaborer en vue de la présenter au Conseil d'administration en 2011, pour approbation, dans le cadre des engagements pris au titre de FIDA8.
8. À la demande des membres, la direction du FIDA a apporté des précisions sur l'approche qu'elle prévoit de suivre pour développer sa collaboration avec le secteur privé. Partant du principe qu'il faut aider les petits exploitants à abandonner l'agriculture de subsistance et à s'engager dans un développement économique plus dynamique, multiplier les possibilités d'emploi en milieu rural et mieux relier les économies rurales à la croissance économique générale à l'échelon national, le FIDA devrait s'attacher essentiellement à assurer l'accès des petits exploitants et des ruraux pauvres aux marchés et aux filières. À cet égard, les membres ont prié instamment la direction du FIDA d'incorporer plus systématiquement les activités relatives aux technologies de l'information et de la communication aux opérations du Fonds, car elles permettent d'améliorer la productivité des petits exploitants et d'encourager les investissements du secteur privé ainsi que la création de nouveaux débouchés en milieu rural. La direction a confirmé aux membres que l'approche adoptée par le Fonds pour collaborer avec le secteur privé sera exposée plus en détail dans la version révisée de la stratégie de participation du secteur privé, qui sera élaborée par la direction et présentée au Conseil d'administration en 2011, pour approbation, dans le cadre des engagements au titre de FIDA8. Cette stratégie s'appuiera sur l'évaluation de la Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat, réalisée récemment par IOE.

9. Les membres ont félicité la direction du FIDA pour les progrès réalisés dans le renforcement du modèle opérationnel du Fonds, s'agissant en particulier de l'accent mis sur les résultats et de la priorité accordée à la conduite et l'appropriation des activités par les pays, et ils ont accueilli avec intérêt les propositions visant à améliorer ce modèle au cours de FIDA9. À cet égard, les membres ont suggéré que les domaines suivants soient prioritaires pendant FIDA9: reproduction à plus grande échelle, efficacité des projets et de l'institution, décentralisation au niveau des pays sur la base d'une délégation de pouvoir en bonne et due forme, et capacités nationales de suivi-évaluation. En outre, les membres ont fortement insisté sur la nécessité d'adapter le modèle opérationnel du FIDA et son approche concernant la présence dans les pays à la situation et aux besoins particuliers des États fragiles, car ces pays rencontrent les plus grandes difficultés à assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et à lutter contre la pauvreté. La direction du FIDA a assuré aux membres qu'elle était résolue à traiter ces thèmes importants pendant FIDA9, et indiqué que plusieurs initiatives étaient déjà en cours ou étaient prévues dans chacun de ces domaines, avec l'étroite participation du Conseil d'administration et des comités subsidiaires. La direction a cité en exemple la Politique et Stratégie du FIDA concernant la présence dans les pays, qui a été présentée au Conseil d'administration en mai 2011; les documents concernant la gestion axée sur l'efficacité et la gestion axée sur les résultats, qui seront présentés à la troisième session de la Consultation sur FIDA9, en octobre 2011; et l'évaluation au niveau institutionnel de l'efficacité du FIDA, que IOE vient de commencer.

B. Programme de prêts et dons pour FIDA9

10. Les membres ont pris note de l'analyse et des précisions de la direction du FIDA concernant les points suivants: les estimations des ressources nécessaires pour développer efficacement la petite agriculture; les diverses hypothèses possibles pour le programme de prêts et dons, dans les limites de la capacité d'exécution du FIDA pour la période 2013-2015; et les montants des cofinancements et le nombre de bénéficiaires correspondants.

C. Besoins et modalités de financement pour FIDA9

11. Les membres ont été unanimes à approuver le mandat du FIDA et à exprimer leur confiance dans les réformes qu'il a entreprises pour améliorer les résultats de ses opérations et l'impact sur le développement. Ils ont déclaré qu'ils souhaitaient vivement que FIDA9 soit couronné de succès, ce qui renforcerait la capacité du Fonds à répondre à la forte demande d'investissements en faveur de l'agriculture et du développement rural. Les membres ont cependant constaté qu'il était difficile de réaliser cet objectif, en raison essentiellement de la diminution des ressources internes disponibles pour FIDA9 et de la situation financière délicate de plusieurs pays.
12. De l'avis général, la direction du FIDA devrait s'employer activement à recouvrer les arriérés de contribution relatifs aux annonces faites par les États membres au titre des reconstitutions précédentes, ainsi qu'à solliciter des annonces de contribution pour FIDA8. Il a été également largement reconnu que la direction du FIDA devrait étudier les moyens les plus appropriés d'élargir sa base de ressources en encourageant les États membres, actuels, nouveaux et futurs, à contribuer aux ressources du Fonds. Les membres avaient des points de vue divergents sur les propositions de la direction visant à aligner les conditions et modalités de prêt du FIDA sur celles de l'Association internationale de développement, et à supprimer la catégorie des conditions intermédiaires.
13. Les membres ont adressé à la direction plusieurs demandes d'informations complémentaires sur les points suivants: la définition d'hypothèses en prenant comme point de référence l'objectif fixé pour le montant des contributions des donateurs pour FIDA8; l'examen par le Commissaire aux comptes du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) et les documents financiers soumis par la direction du

FIDA au Conseil d'administration en mai 2011 et à la présente session de la Consultation sur FIDA9; l'analyse des répercussions à long terme des hypothèses proposées pour FIDA9 sur les finances du Fonds au cours des prochaines périodes de reconstitution; l'estimation des ressources nécessaires à l'avenir pour compenser les remboursements du capital et des intérêts non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette; et les données rétrospectives sur les annonces de contribution et les contributions des membres au titre des ressources initiales et des reconstitutions du FIDA. La direction est convenue de répondre à ces requêtes, ainsi qu'à d'autres demandes, et de présenter une série d'hypothèses réalistes pour le programme de prêts et dons dans un document diffusé pendant l'intersession, avant la troisième session de la Consultation sur FIDA9 qui se tiendra en octobre 2011. En outre, la direction a confirmé aux membres qu'elle continuerait de travailler résolument à la réussite de FIDA9, en explorant toutes les voies possibles, et notamment en mettant à profit les enseignements tirés des dispositifs récemment créés comme le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

D. Projet de résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA

14. Les membres se sont félicités de l'initiative de la direction du FIDA, qui vise à rationaliser la présentation et la structure de la résolution sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, et ils ont pris note des éclaircissements apportés par la direction en réponse à leurs questions. Ils sont convenus de transmettre ce projet à leurs homologues des services juridiques dans leurs capitales respectives, pour examen, et de formuler des observations à ce sujet par l'intermédiaire de la plateforme interactive réservée aux États membres, avant la troisième session de la Consultation sur FIDA9, en octobre 2011.

E. Conclusion

15. Le Président du FIDA a remercié les délégués de leur soutien énergique, de leurs avis détaillés et de leurs conseils fort utiles. Il s'est engagé, ainsi que la direction, à redoubler d'efforts pour que la reconstitution soit un succès. Après avoir lu le projet de synthèse, le président a indiqué les principales mesures complémentaires à prendre en vue de préparer la troisième session de la Consultation sur FIDA9, qui se tiendra en octobre 2011: i) préparation des documents de la troisième session; ii) préparation du document financier qui sera présenté pendant l'intersession; iii) observations des membres sur le projet de résolution sur la reconstitution; et iv) visites préparatoires de la direction du FIDA et du président de la Consultation dans les capitales et échanges de vues. Enfin, le président de la Consultation a remercié tous les participants pour leur collaboration constructive et exprimé sa gratitude à la direction et au personnel du FIDA pour les excellents travaux préparatoires de la deuxième session de la Consultation sur FIDA9.

Déclarations des listes

Déclaration de la Liste A: Besoins et modalités de financement pour FIDA9 (REPL.IX/2/R.5)

Je prends la parole au nom des membres de la Liste A pour vous faire part de quelques considérations fondamentales sur ce document.

Nous nous rendons compte que FIDA9 a lieu à un moment où la sécurité alimentaire et le développement rural sont au premier rang des préoccupations mondiales. Nous sommes tous résolument attachés au mandat du Fonds et nous le soutenons fermement dans les réformes et le remaniement qu'il a entrepris pour continuer à obtenir de meilleurs résultats et à renforcer son impact de manière plus efficace et plus efficiente. Nous souhaitons tous que la reconstitution soit un succès, qui permette au Fonds de parvenir à ses fins et de transposer à plus grande échelle les expériences réussies, quelle que soit l'issue finale de ce processus, de renforcer ses partenariats et de servir d'instrument pour l'investissement, notamment par le biais du cofinancement.

Nous accueillons avec intérêt le rapport sur la situation financière du FIDA et la modélisation présentée. Nos observations suivent l'ordre des cinq questions posées:

- i) Les membres de la Liste A sont disposés à accepter que le FIDA continue d'appliquer les mesures à court terme proposées pour augmenter les ressources internes, y compris le remboursement anticipé des prêts, et aligne ses conditions de prêt sur celles de la Banque mondiale.
- ii) Nous souhaiterions un complément d'information sur les conséquences pour le FIDA de l'approche fondée sur un flux de trésorerie durable, notamment sur la dotation en personnel nécessaire pour que l'Organisation soit efficace.
- iii) Nous nous félicitons que le FIDA cherche maintenant à résoudre la question du pouvoir d'engagement anticipé. Nous demandons à la direction de nous assurer que la gestion financière sera renforcée et que des systèmes plus fiables seront mis en place. Nous souhaiterions également de plus amples renseignements sur la perspective à long terme et sur le montant prévu des ressources internes pour FIDA10 et au-delà, ainsi que sur les conséquences du recours au PEA et sur les besoins futurs concernant le dédommagement afférent aux dons.

Il serait aussi utile que le Commissaire aux comptes examine les documents sur le PEA soumis au Conseil d'administration et à la Consultation, compte tenu de l'évolution récente des liquidités, et qu'il prépare un rapport à ce sujet. Cette initiative aiderait à rétablir la confiance et à aller de l'avant.

- iv) Nous prenons note des hypothèses et des points de vue du FIDA quant aux résultats qu'il pourrait obtenir. Nous estimons aussi que le Fonds a accompli dans de nombreux domaines des progrès remarquables, qu'il doit consolider. Dans d'autres secteurs, il reste beaucoup à faire pour obtenir des résultats et un impact durables.

Nous rappelons que la huitième reconstitution a été exceptionnelle, avec une progression de 67% des contributions des États membres. Ainsi qu'il a été noté, il n'est pas possible de répéter cet exercice. Du point de vue de la Liste A, il ne serait pas réaliste d'envisager une augmentation de 114% ou de 77%. De fait, maintenir le montant des contributions de la Liste A au niveau de la huitième reconstitution, considéré à l'époque comme ponctuel, serait un succès, compte tenu des difficultés

financières actuelles. Dans cette optique, nous suggérons de définir les hypothèses souhaitées pour les contributions des donateurs, plutôt que le montant du programme de prêts et dons. On tiendrait ainsi compte du fait qu'un accroissement du montant des contributions des donateurs, même notable, ne débouchera pas sur une augmentation analogue du programme, en raison des divers problèmes mis en évidence.

Nous comprenons combien il est important de définir, à mesure que nous avançons, des paramètres applicables à un cadre d'hypothèses financières. Afin de parvenir à une fourchette appropriée, nous proposons d'exclure les montants élevés et de présenter d'autres hypothèses plus raisonnables, qui seraient examinées en tenant compte du caractère exceptionnel de la huitième reconstitution.

La Liste A souhaiterait travailler en étroite collaboration avec tous les autres membres au cours des prochains mois, afin d'étudier toutes les solutions possibles pour obtenir ensemble, en unissant nos efforts, une reconstitution satisfaisante des ressources.

v) La Liste A approuve le fait que le FIDA encourage les États membres, actuels, nouveaux et futurs, à verser des contributions, mettant à profit les enseignements tirés d'autres mécanismes récemment créés comme le Fonds espagnol.

Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre collaboration constructive avec l'ensemble des membres et avec la direction, afin que la neuvième reconstitution soit une réussite qui consolide et prolonge la vision et les initiatives de réforme du FIDA. Ainsi, les ruraux pauvres, que représente le Fonds, pourront renforcer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, leur contribution à la création de richesse en milieu rural et leur capacité d'adaptation aux effets de plus en plus marqués du changement climatique.

Merci

Intervention des membres de la Liste B à la Consultation sur FIDA9, présentée par son coordonnateur, M. Yaya O. Olaniran (Nigéria)

1. Les membres de la Liste B se félicitent des suggestions et des attentes des autres listes; toutefois, nous estimons que des mesures unilatérales ne seront guère bénéfiques pour l'avenir du FIDA. Nous avons plutôt besoin de mesures concertées, arrêtées par tous les membres et parties prenantes.
2. La Liste B soutiendra le scénario fondé sur un montant de ressources acceptable par tous les membres, afin que le Fonds puisse poursuivre l'excellent travail qu'il accomplit dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté. Toutefois, la décision relative à la contribution finale revient à chaque capitale.
3. Les membres de la Liste B n'ignorent cependant pas les difficultés que rencontrent actuellement tous les États membres, quels que soient leur liste ou leur groupe. Nous invitons donc le FIDA à:
 - a) Élargir la composition des membres du Fonds et des contributions à moyen terme, afin d'inclure d'autres États, des institutions supranationales, des ONG et d'autres entités.
 - b) Chercher à recouvrer les remboursements des prêts non réglés en vue de mobiliser suffisamment de ressources.
 - c) Élargir les options relatives aux accords de cofinancement.
 - d) Éviter le durcissement général des conditions de prêt, qui pourrait aller à l'encontre des principes du FIDA, notamment la lutte contre la pauvreté.
 - e) Engager toute autre initiative concrète en vue d'améliorer la mobilisation des ressources.
4. La Liste B convient que les membres devraient examiner plus avant les conditions durcies et les autres questions financières; nous accueillons favorablement les documents que le Royaume-Uni propose de diffuser pendant l'intersession afin de servir au mieux les intérêts des membres.
5. Les membres de la Liste B ne doutent pas que chacun redoublera d'efforts pour réaliser la vision du FIDA; ils consulteront leurs capitales et soutiendront tout scénario acceptable faisant l'unanimité parmi les membres, qui soit rationnel et justifiable.

Intervention de la Liste C au sujet des besoins et modalités de financement pour FIDA9

1. Au nom des membres de la Liste C, nous accueillons avec intérêt le document Besoins et modalités de financement pour FIDA9 et souhaitons formuler quelques observations à ce sujet.
2. Nous sommes d'avis que si le niveau de financement du FIDA accordé aux États membres en développement est réduit, il nous faut faire face aux conséquences: l'accroissement du rythme des flux de trésorerie et la réduction des ressources internes disponibles pour les interventions futures. S'agissant de FIDA9, nous devons aider la direction du FIDA à trouver une solution équilibrée face à un dilemme très complexe: comment maintenir le programme de prêts et dons au niveau de FIDA8 pendant FIDA9 – et il s'agit là du niveau minimum que nous prévoyons – sans porter atteinte à la bonne santé financière du Fonds.
3. S'agissant du pouvoir d'engagement anticipé (PEA), nous avons également exprimé notre préoccupation au cours du dernier Conseil d'administration. Son utilisation entraîne un accroissement momentané et virtuel des ressources, mais ne contribue absolument pas à établir un cadre financier solide à long terme. D'après les enseignements que nous avons tirés de FIDA8, il ne serait pas très prudent de relever le plafond maximal du PEA dans une optique à long terme.
4. En conséquence, les membres de la Liste C remercient le FIDA pour cette étude approfondie et pour la transparence de ses projections financières, l'objectif étant de garantir le niveau minimal de liquidités nécessaire pour les 40 prochaines années. Toutefois, s'agissant de l'alignement proposé avec l'IDA et la BIRD et aussi du relèvement du plafond du PEA, nous estimons que d'autres possibilités, qui ne comporteraient pas une charge excessive pour les pays en développement, peuvent être étudiées. Nous encourageons donc la direction à se pencher sur ces autres scénarios possibles, avant que les membres ne prennent une décision au sujet des nouveaux besoins et modalités de financement pour FIDA9.
5. Enfin, nous souhaitons exprimer notre soutien aux initiatives telles que l'établissement de partenariats contributifs avec des organisations non gouvernementales et d'autres fonds de développement, ainsi que la recherche systématique de ces nouvelles sources de financement, en application de la résolution 122/XXIV de la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs sur l'accroissement du financement disponible au moyen de ressources autres que celles des donateurs et sur la présentation de toute proposition susceptible de découler de ces initiatives au Conseil d'administration, pour approbation.